

République Française — Département d'Indre-et-Loire

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

Election Législative des 12 et 19 mars 1978

Jean ROYER

Maire de Tours - Conseiller Général de Tours-Ouest

CANDIDAT SANS PARTI POLITIQUE

SUPPLEANT : **Yves BERTAULT**

Entrepreneur du bâtiment - Adjoint au Maire de Tours
Vice-Président du Conseil Général

Tourangelles, Tourangeaux,

Depuis ma réélection au Parlement, le 9 mai 1976, j'ai **multiplié les initiatives** nationales et locales :

■ **Interventions à la tribune de l'Assemblée Nationale** au cours de deux débats sur la politique du gouvernement BARRE, au cours de l'examen du 7e plan et du vote des budgets annuels de l'Etat (Education Nationale, Sports, Aménagement du Territoire, Santé publique).

■ **Interventions auprès du Premier Ministre et du Président de la République :**

— pour réaliser l'**application complète de la loi d'Orientation** du Commerce et de l'Artisanat ;

— pour **lutter contre le chômage des jeunes** en leur ouvrant des stages dans l'ensemble des services publics (640 stages effectivement créés en Indre-et-Loire à titre expérimental et avec l'accord exceptionnel du gouvernement).

■ **Contacts à Paris et à Tours avec les administrations et les ministres** pour :

— **soutenir les entreprises en danger ;**

— **développer les équipements postaux et téléphoniques** (centre de tri postal de Tours-gare, bureaux de télécom comportant la création de 300 emplois) ; **les équipements hospitaliers** (maternité de Tours-Nord et hôpital Clocheville) ; les **équipements culturels** (restauration des monuments classés, Conservatoire d'Enseignement musical).

Je suis prêt à participer à nouveau et vigoureusement à la vie et à l'action de l'Assemblée Nationale où, pendant plus de seize ans, j'ai été **souvent écouté et suivi.** Cela signifie que je suis prêt, comme je l'ai toujours fait (notamment en 1962 et 1968) :

● **à soutenir les institutions de la Ve République ;**

● **à exposer franchement mes critiques, mes suggestions constructives** lors de l'examen des lois, des plans et des budgets ;

● **à contrôler librement** les gouvernements et les administrations ;

● **à aider au développement économique et social** d'une circonscription à laquelle je reste profondément attaché.

Je le ferai sans appartenir à un parti, sans recevoir d'investiture autre que celle des Tourangelles et des Tourangeaux, avec la volonté de bien servir la France qui, divisée par des débats idéologiques interminables, des conflits d'intérêts ou de personnes dépassés, a besoin de retrouver l'UNITE et l'ESPERANCE.

Je le ferai donc dans le sens du **renouvellement de la République,** de ses structures, de ses méthodes d'action, de son organisation économique et sociale.

JE ME PRESENTE A NOUVEAU POUR AGIR

Afin de **contenir les prix et de lutter efficacement contre le chômage,** je propose :

■ **UNE ECONOMIE CONCERTÉE ET CONTRACTUELLE :**

Concertée : chaque année, le gouvernement devrait pouvoir organiser des **séries de réunions de travail avec les professions** agricoles, artisanales, industrielles et commerciales, **avec les salariés, les cadres et les associations familiales** afin de mettre au point avec eux une **politique des salaires, des charges sociales, des marges, des allocations, des prix,** qui permette de **lutter contre l'inflation.** Un **plan d'ensemble annuel** pourrait aussitôt être **soumis au vote du Parlement.**

Contractuelle : par des **contrats interprofessionnels** entre producteurs et distributeurs **au service du consommateur,** ce qui permettrait d'abroger les ordonnances de 1945 sur la fixation des prix.

■ **UNE ECONOMIE DE PLUS FORTE CROISSANCE :**

● **par l'établissement et le vote d'une loi d'orientation sur l'énergie prévoyant :**

→ la création d'un Centre National de l'Invention et de la Recherche Appliquée visant à mettre au point la fabrication de **nouveaux moteurs et de nouveaux carburants** (alcool, essence dérivée du charbon) ;

→ l'utilisation systématique de **toutes les sources d'énergie naturelle à la surface du territoire.**

● par la **révision profonde du 7e Plan** qui aboutirait à **lancer un programme d'importants travaux d'équipement** financés par crédits budgétaires et par emprunts (ponts, barrages, canaux, réseaux d'assainissement, équipements collectifs dans les villes).

■ **UNE ECONOMIE ORIENTÉE VERS L'EMPLOI :**

● par une **ouverture plus audacieuse et plus énergique vers les petites et moyennes entreprises** (de 1 à 500 postes de travail) **et vers la jeunesse française.**

→ **vers les entreprises :** par une **diminution** sensible et définitive des **charges sociales ;** par une plus grande **souplesse de recrutement, de formation ;** par la mise en place d'une **épargne-entreprise** comparable dans son fonctionnement à l'épargne-logement.

→ **vers la jeunesse :** par la création généralisée de **stages de formation et de conversion dans les services publics, comme je l'ai obtenu à Tours, expérience unique en France ;** par le développement de l'**enseignement alterné** (tantôt théorique, tantôt pratique) au moyen de **stages réguliers dans les usines, les ateliers, les bureaux ou les établissements agricoles. Ces stages,** étendus au technique, au second degré et à l'enseignement supérieur, organisés avec soin entre l'Université, les entreprises et les services publics, **changeraient radicalement la manière de se préparer à la vie professionnelle ;** dès lors, **des chances réelles seraient offertes à la jeunesse, d'occuper des postes dignes du niveau de sa formation et d'éviter le chômage.**

L'ECONOMIE AU SERVICE DU CONSOMMATEUR N'A BESOIN NI DE NOUVELLES NATIONALISATIONS, NI DE L'AUTOGESTION PRONEES PAR LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE.

LES NATIONALISATIONS GENERALISEES, même par étapes, **CONDUIRAIENT TRES VITE A UNE DOMINATION DES TECHNOCRATES DE L'ETAT TANT POUR L'ORGANISATION ECONOMIQUE QUE POUR L'OCTROI DES CREDITS OU LA FIXATION DES PRIX. De plus, nationaliser** l'économie, c'est **FAIRE DISPARAITRE LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS, LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,** l'exploitation agricole familiale, **C'EST LA LIQUIDATION DES CLASSES MOYENNES FRANÇAISES, ELEMENT D'EQUILIBRE ESSENTIEL DE NOTRE PAYS.**

LE COLLECTIVISME PEUT ET DOIT ETRE EVITE à la France par des mesures qui permettent à l'Etat de jouer réellement son rôle d'arbitre, c'est-à-dire :

— **éviter la domination du marché ou la spéculation ;**

— **maintenir la compétition et la concurrence loyale ;**

— **pratiquer la vérité des prix.**

● par la **création d'un code économique.**

● par le **contrôle des fusions d'entreprises, des ententes et des trusts.**

● par la **création de sociétés d'économie mixte** pour la recherche, les grands équipements, l'exportation et certains secteurs économiques vitaux.

● par une **compétition accrue entre les banques et le Fonds de Développement Economique et Social.**

● par la **formation d'une véritable épargne à long terme en indexant le capital** remboursé sur l'évolution moyenne du coût de la vie.

LA REPUBLIQUE DOIT ETRE SERVIE PAR UN ETAT JUSTE ET FORT

UN ETAT JUSTE : **dans la répartition des ressources, des charges, des chances, des responsabilités.**

→ **des ressources :**

● doivent être **mieux harmonisées** en fonction de la croissance économique et du coût de la vie, **la progression du salaire minimum, celle des pensions de retraite** appuyées par une véritable épargne-prévoyance et **celle des allocations familiales,** insuffisantes depuis plusieurs années.

● **la répartition des impôts entre l'Etat et les collectivités locales** doit être remaniée profondément **en fonction des besoins accrus des villes** et notamment de celles qui dépassent 100.000 habitants.

● **la fiscalité ne devrait pas frapper la part du bénéfice des petites et moyennes entreprises qui servirait à accroître leurs fonds propres.**

→ des **charges :**

● un **allègement décisif des charges sociales pesant sur les entreprises** — notamment les entreprises de main-d'œuvre — **s'impose ; les ressources de la Sécurité Sociale** en particulier devraient être **assurées par l'impôt**, véritable test de la solidarité nationale, ce qui placerait la collecte de ces ressources **sous le contrôle du Parlement.**

→ des **chances :**

● il faut **réhabiliter la considération et les chances des métiers manuels** par rapport aux carrières intellectuelles par une **rémunération plus juste et un accès plus facile aux postes d'encadrement ou à la condition artisanale.**

● il faut **équilibrer progressivement les chances de la femme qui travaille à l'extérieur et les chances de la femme qui reste au foyer.** La première devrait bénéficier d'une **meilleure organisation financière, du fonctionnement des crèches et de l'extension du travail à mi-temps** ; la seconde devrait bénéficier d'un véritable **salaire maternel** atteignant **par étapes la moitié du salaire minimum.**

● il est nécessaire de préparer une meilleure intégration des handicapés dans la vie active.

→ **des responsabilités :**

● au sein des entreprises, **l'unité de direction doit être sauvegardée.** En revanche, plusieurs mesures seraient bénéfiques à l'extension des responsabilités et par conséquent à la communauté de travail :

— **l'éducation économique des travailleurs ;**

— leur **accès au comité d'entreprise** d'une manière plus ouverte ;

— la **participation progressive des cadres et des salariés** à la marche de l'entreprise, **à l'évolution du chiffre d'affaires, à la répartition des bénéfices** dans la mesure où cette participation correspond à une volonté commune et authentique de développer l'entreprise ;

— la création d'une **médiation obligatoire en cas de grave conflit du travail** afin que la grève, qui gêne tout le monde, ne devienne qu'un ultime recours ;

— **la limitation progressive de l'âge de la retraite et du nombre des cumuls ;**

— **l'organisation du travail par unités plus restreintes aux horaires mieux aménagés,** où puisse s'affirmer davantage la responsabilité des ouvriers, des employés et des cadres.

UN ETAT FORT :

■ **C'est le contraire d'un Etat lourd,** c'est-à-dire gêné par la **confusion des missions** politiques et techniques, par le **poids excessif des administrations,** la **trop vaste étendue de ses interventions.**

■ L'Etat doit être fort et respecté grâce aux mesures **suivantes :**

— **Les ministres et eux seuls doivent concevoir, exprimer clairement et contrôler leur politique.** Cabinets, directeurs, techniciens, financiers ne doivent en aucun cas se substituer à eux pour gouverner. **Il faut organiser le recul de la technocratie.**

— **L'Etat doit affirmer son indépendance des groupes de pression,** notamment financiers et économiques, pour mieux **diriger ou arbitrer dans l'équité et la justice.**

— **Le pouvoir doit décentraliser** une action concrète et efficace en s'appuyant sur les préfets de département ; il sera ainsi mieux connu, mieux admis et accepté par les communautés de base.

— **Les lois ne devraient être présentées au Parlement qu'accompagnées des projets de décrets et d'arrêtés organisant leur application ; elles devraient être plus claires, moins nombreuses et plus directement connues du public.**

■ **Un Etat républicain vraiment fort doit** en ces temps de violence et d'agressivité **protéger toutes les libertés et assurer réellement la sécurité** des biens et des personnes.

■ Un Etat fort doit **assurer la sécurité et le rayonnement international de notre pays.**

● **La France doit maintenir son indépendance** grâce à la liberté d'initiative de sa diplomatie et à la mise en place de ses forces armées conventionnelles et nucléaires.

● Elle doit **poursuivre ses efforts en vue de l'organisation pratique et progressive de l'Europe :** recherche de parités monétaires plus stables, plus tard d'une monnaie commune, politique commune des impôts indirects et des transports, apprentissage accéléré des langues, extension des échanges entre les cités.

● **La France doit maintenir sa place dans l'Alliance Atlantique :**

— l'Amérique doit admettre et soutenir les efforts de réorganisation de l'Europe éprise d'indépendance envers les blocs ;

— la France comme l'Europe occidentale doivent rester dans l'alliance afin d'équilibrer la pesée de la puissance soviétique sur l'Europe centrale et orientale.

● **La France doit exprimer sa vocation humanitaire :**

— en intervenant auprès des deux grands empires américain et russe pour **favoriser des négociations visant à bloquer la fabrication des fusées et des satellites nucléaires ;**

— en **limitant ses livraisons d'armes** à travers le monde ;

— **en proposant un règlement de la situation du Moyen-Orient** qui, garantissant des frontières sûres au courageux Etat israélien, proposerait l'organisation d'un Etat palestinien fondé sur une partie du territoire du Sinaï ;

— **en proposant aux Etats du Tiers-Monde la livraison de matériel de forage, d'équipement énergétique naturel, de petit matériel agricole favorisant l'expansion de l'agriculture vivrière, de l'artisanat rural et urbain.**

POUR UNE VIE LOCALE EQUILIBREE ET DE QUALITE

L'essentiel de notre vie se développe dans le cadre de la cité. C'est là que se forge ou se détériore la qualité de la vie collective. **Plusieurs équilibres fondamentaux doivent être à cet égard revus ou reconstitués.**

L'EQUILIBRE DU TRAVAIL

Dans la conjoncture présente, il faut **agir énergiquement avec l'appui des pouvoirs publics pour maintenir les emplois existants,** quand l'état du marché le justifie.

— Agir à fond auprès du futur gouvernement pour **remanier la politique d'aménagement du territoire. Le système actuel excluant de la répartition des primes d'installation de** la Direction de l'Aménagement **un certain nombre de villes situées autour de Paris, malgré le chômage qui les frappe, est inadmissible** et doit être entièrement repensé. **Ou bien l'Etat répartit ses primes, en les modulant,** sur la totalité du territoire français, **ou bien il supprime cette forme d'aide directe aux entreprises** pour la **remplacer par une aide à l'équipement de chaque région** laissant aux entreprises la liberté complète de leur choix d'implantation.

L'EQUILIBRE DANS L'HABITAT

Après la réalisation de nombreux ensembles neufs, **il est nécessaire de soutenir une politique de restauration des immeubles anciens** (6 millions 1/2 de logements ont en France plus de cinquante ans d'âge sur les 19 millions qui constituent notre patrimoine immobilier) :

— par l'établissement d'**opérations groupées par quartier ;**

— par la **mobilisation de tous les organismes de rénovation** (P.A.C.T., A.R.I.M., offices d'H.L.M., sociétés mixtes, etc.).

L'EQUILIBRE ENTRE LES FONCTIONS ET L'ENVIRONNEMENT

Il est nécessaire d'**accentuer la lutte contre le bruit et la pollution provoqués par les transports.** A cette fin, je suis disposé à recommander :

— **l'utilisation obligatoire des autoroutes par les poids lourds** avec la **compensation d'un allègement de la taxe à l'essieu** ou **de la diminution du prix du gas-oil ;**

— **l'insonorisation obligatoire des moteurs d'automobiles et l'utilisation obligatoire d'un filtre** susceptible de supprimer les émanations d'oxyde de carbone et de benzopyrène ;

— **le développement de la traction électrique** pour les transports en commun des centre-villes.

LA QUALITE DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

— **La pratique des sports doit être encouragée** dans toutes les écoles et dans tous les clubs **grâce à la création d'un Corps National de Moniteurs de Sports recrutés, formés et rémunérés par l'Etat.**

— **L'accent doit être mis en matière culturelle** sur le développement de la **lecture publique, la restauration de tous nos monuments classés ou à l'inventaire qui peuvent être les supports bien choisis des activités artistiques,** l'évolution vers une **architecture mieux adaptée aux sites et aux régions,** l'établissement de **contrats culturels plus nombreux entre l'Etat et les villes.**

— **Les plantations massives d'arbres dans les zones urbaines** (jardins publics, parcs, forêts périphériques) devraient être **encouragées** par le Fonds national forestier **au même titre que l'appui financier au reboisement des forêts de rapport.**

JE ME BATS TOUJOURS RESOLUMENT

Une **économie libérale, concertée, contractuelle,** ouverte à une concurrence loyale et à l'emploi, faite pour le consommateur, **un Etat juste et fort, une vie locale équilibrée,** tels sont les moyens d'**assurer l'avenir de notre pays et de la personne humaine.**

C'est dans ces voies qu'il faut agir en **pratiquant le renouvellement des idées, des hommes et des méthodes dans l'organisation et le fonctionnement de la République.**

Nous écarterons ainsi la **menace d'une économie collectiviste,** d'un Etat **bureaucratique,** d'une **culture nivelée tels que les préparent volontairement ou non les dirigeants de l'union de la gauche dominée par le parti communiste — véritable arbitre des élections — qui n'a changé ni ses principes, ni son objectif révolutionnaire.**

A la lutte des classes opposons **la coopération organisée des hommes,** à la révolution opposons **l'action réellement réformiste,** à la volonté de puissance opposons **la volonté de rapprochement.**

Je suis prêt pour ma part à poursuivre la lutte dans ce sens avec la même résolution.

Tourangelles, Tourangeaux, en cette période difficile où l'action politique appelle un engagement sans réserve, je vous demande de m'appuyer largement de votre confiance.

VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

Imp. de la Plage - Saint-Avertin